


JDC
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL




DISTR.
GENERALE
E/CN.4/SR.141
7 avril 1950
ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUARANTE-ET-UNIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le vendredi 31 mars 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) :
 - Article 6;
 - Article 7.

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. STEYAERT	Belgique
	Mme FIGUEROA	Chili
	M. TSAO	Chine
	Mme WRIGHT	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. LEROY-BEAULIEU	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. RODRIGUEZ FABREGAT	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme CASTILLO LEDON	Commission de la condition de la femme
--------------------	---

Représentant d'une institution spécialisée :

M. KAUL	Organisation mondiale de la santé (OMS)
---------	--

Représentant d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A :

Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
-------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. BERNSTEIN	Comité de coordination d'organisations juives
M. HUNTINGTON	Comité consultatif mondial de la Société des Amis
M. CRUICKSHANK	Conseil interaméricain du commerce et de la procédure
Mme CARTER	Conseil international des femmes
Mme PARSONS	
Mlle TOMLINSON	Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle SCHAEFFER	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. HUMPHREY	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG	Secrétaires de la Commission
M. DAS	

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I et II
DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION,
DOCUMENT E/1371).

Article 6

1. M. MENDEZ (Philippines) rappelle que son Gouvernement a proposé de remplacer le mot "inhumains" par "inusités" car il considère que les adjectifs "cruel" et "inhumain" ont presque le même sens, alors que l'insertion de "inusités" permettrait de viser certains actes qui, bien qu'ils ne soient ni cruels ni inhumains, ne devraient pas être tolérés.
2. Le mot "inusité" a une valeur historique et figure dans de nombreuses déclarations des droits, en particulier à l'article 18 de la Déclaration des droits des Philippines.
3. De plus, les Philippines proposent l'insertion d'un deuxième paragraphe, qui figure également dans la Déclaration des droits des Philippines.
4. M. RAMADAN (Egypte) déclare qu'il a proposé son amendement (E/CN.4/381) en pensant à un procès qui s'est déroulé il y a deux ans à Paris et où le plaignant attaquait certains auxiliaires du service judiciaire pour préjudices subis à la suite d'injection de "sérum de vérité". Certaines formes de torture morale, dont la pratique tend à se généraliser, et qui visent à entraîner la paralysie de la volonté individuelle pour amener l'accusé à avouer des crimes qu'il n'a jamais commis, doivent être spécifiquement prohibées et stigmatisées.
5. M. WHITLAM (Australie) considère que l'adjectif "dégradant" n'est pas satisfaisant car il manque de précision. La même remarque vaut pour l'adjectif "inusité" proposé par les Philippines. Toutefois, M. Whitlam est disposé à revenir sur sa position si on lui fournit des arguments satisfaisants qui soient fondés sur les discussions de la Commission au cours de séances antérieures.
6. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que les Etats-Unis ont proposé la suppression des mots "ou traitements", du fait que le mot "traitement" s'applique à une grande variété d'actions différentes. Il est douteux qu'on ait intérêt à envisager tous les degrés de traitements dégradants, car on pourrait interpréter l'article comme s'appliquant à une simple humiliation. Ce que certains peuvent considérer comme traitement dégradant ne serait pas considéré de la même façon par d'autres personnes

vivant dans d'autres pays de structure sociale et de coutumes différentes. La difficulté semble provenir du fait qu'il n'existe pas une norme bien définie et universellement acceptée de ce qui constitue un traitement dégradant. Une idée aussi vague ne saurait donc être retenue dans la rédaction du pacte.

7. En ce qui concerne la proposition de l'Egypte tendant à interdire le recours au petenthol en vue de provoquer les aveux de l'accusé, Mme Roosevelt estime que l'intention de cet amendement est louable, mais que son texte même semble autoriser le recours au petenthol dans certains cas et l'emploi d'autres produits pour les fins que l'amendement lui-même cherche à interdire. Mme Roosevelt estime qu'on a si peu de connaissances dans ce domaine qu'il semble peu indiqué d'adopter un tel texte. Il se pourrait bien que la Commission, en adoptant l'amendement de l'Egypte, autorise précisément ce qu'elle vise à interdire.

8. M. KYROU (Grèce) appuie le texte des Etats-Unis qu'il considère comme bien meilleur que celui de la Commission. Il apprécie la noblesse des sentiments qui ont poussé le représentant de l'Egypte à présenter son amendement, mais fait observer que le texte de cet amendement, tel qu'il est actuellement rédigé, pourrait sembler autoriser l'emploi d'autres produits.

9. M. LEROY-BEAULIEU (France) fait observer que Mme Roosevelt avait l'air de s'opposer au maintien de l'adjectif "dégradants" mais que c'est en fait le mot "traitements" qu'elle propose de supprimer. Il admet que l'on puisse préférer un autre mot à "dégradants", mais il s'oppose à la suppression du mot "traitements" ce mot ayant une signification différente de celle du mot "peines" et représentant une notion plus large qu'il importe de maintenir dans le texte. En fait, si l'on devait absolument supprimer un des deux mots, il préférerait voir supprimer le mot "peines" plutôt que le mot "traitements".

10. La PRESIDENTE attire l'attention des membres de la Commission sur les commentaires qu'a faits l'OMS sur le mot "traitements" à propos de l'article 7 (E/CN.4/359).

11. M. MENDEZ (Philippines) fait observer que l'emploi du petenthol et autres produits similaires rentre dans le cadre des traitements "inusités". Il se prononce pour le maintien du mot "traitements" du fait que la Commission se préoccupe de sauvegarder la dignité de la personne humaine : il n'y a pas que des peines qui puissent dégrader une personne. Le mot "traitements" est beaucoup plus général.

12. M. RAMADAN (Egypte) fait observer que le recours au petenthol est susceptible de se répandre et que ce ne serait plus alors un traitement inusité, tandis que le but de son amendement est de rendre impossible l'usage de toute drogue.
13. M. HOARE (Royaume-Uni) rappelle qu'il n'a pas proposé d'amendement à l'article en discussion. Il prend note avec satisfaction de ce que Mme Roosevelt a déclaré qu'il est désirable d'apporter autant de précisions que possible au texte du pacte. On ne saurait toutefois espérer, dans le cas de l'article 6, qu'on arrivera à établir une définition très précise. Il est exact que le mot "traitements" a un sens assez vague. Mais il en est de même des adjectifs "cruels", "inhumains" ou "dégradants".
14. L'orateur est d'accord avec Mme Roosevelt quant à l'amendement de l'Egypte. Il en approuve le but, mais il ne pense pas que cet amendement soit justifié car il ne mentionne qu'un seul produit alors qu'il est fort possible que d'autres produits soient découverts par la suite. Par ailleurs cet amendement devrait aller plus loin et envisager également les autres moyens plus subtils auxquels on a recours pour miner la résistance d'un accusé. Il faut donc se limiter, dans l'article 6, à énumérer les maux que l'on peut définir en termes simples. Il serait pratiquement impossible d'envisager d'énumérer tous les moyens employés pour provoquer des aveux.
15. M. Hoare est d'accord avec M. Mendez sur la signification du mot "traitements". La Commission se préoccupe non seulement du sort des prisonniers, mais également de la dignité de toutes les personnes. La suppression du mot "traitements" limiterait le cadre de l'article 6 aux seuls prisonniers.
16. L'article 6 envisage quatre différentes sortes de traitements : les tortures, les traitements cruels, les traitements inhumains et les traitements dégradants. Si le dernier adjectif a un sens un peu vague, il n'en reste pas moins que la conception d'ensemble est cohérente et M. Hoare estime que, sauf si l'on trouve un meilleur terme, il convient de conserver le mot "traitements" ainsi que le texte original.
17. M. MALIK (Liban) rappelle que l'article 6 a déjà une longue histoire et que toutes les propositions dont la Commission est actuellement saisie ont déjà été faites, discutées et rejetées. Il partage pleinement le point de vue de M. Hoare et reconnaît, comme lui, que l'on peut reprocher à chacun des termes

employés dans cet article d'avoir un sens un peu indéfini.

18. En ce qui concerne l'amendement des Etats-Unis, M. Malik se déclare d'accord avec M. Leroy-Beaulieu et M. Hoare sur le fait que la suppression du mot "traitements" aurait des conséquences sérieuses car l'intention de la Commission est de rédiger un article qui englobe tous les êtres humains et non les prisonniers seuls. M. Malik déclare n'être pas en mesure de voter pour l'un quelconque des amendements proposés à l'article 6.

19. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, retire l'amendement des Etats-Unis.

20. M. RAMADAN (Egypte), pour répondre aux critiques faites à sa proposition, modifie comme suit le texte de son amendement : "Le recours à des produits, de quelque nature qu'ils soient, destinés à provoquer les aveux de l'accusé doit être limité...".

21. M. MENDEZ (Philippines) fait remarquer que cette nouvelle proposition du représentant de l'Egypte prête encore à critique, car il est à craindre qu'en abordant un sujet entièrement on ne puisse prévoir toutes les possibilités de violation du texte que l'on élaborerait.

22. M. MALIK (Liban) fait observer que la proposition des Philippines a pour objet d'introduire un terme neutre et sans rapport avec la dignité humaine, ce qui n'est pas le cas pour les autres termes employés dans cet article. L'introduction de l'adjectif "inusités" pourrait être interprétée comme autorisant certains traitements inhumains mais non inusités. Ce nouveau terme ne remplacerait pas l'ancien, mais introduirait une conception bien différente.

23. M. HOARE (Royaume-Uni) partage le point de vue de M. Mendez sur la proposition de l'Egypte mais ne saurait accepter le terme "inusités". Il est d'accord avec M. Malik sur ce dernier point. Même si l'adjectif "inusités" était ajouté au texte actuel de l'article 6, personne ne saurait ce qu'il signifie car il n'est pas établi de normes qui permettent de déterminer si un acte est inusité ou non.

24. En ce qui concerne l'amendement de l'Egypte, M. Hoare estime que la Commission devrait réserver sa position, car la question qu'il soulève est très complexe.

25. M. KYROU (Grèce) pense qu'on ne peut même plus considérer comme "inusités" les procédés mentionnés dans l'amendement de l'Egypte.

26. M. MENDEZ (Philippines) précise qu'il n'avait pas en réalité l'intention de substituer "inusités" à "inhumains", car il pense que "cruels" contient la même notion que "inhumains".

27. En ce qui concerne l'amendement de l'Egypte, M. Mendez fait observer qu'il faudrait prévoir d'avance les découvertes nouvelles qu'on pourra faire à l'avenir,

28. M. RAMADAN (Egypte), pour répondre aux critiques faites contre son amendement, en modifie comme suit le texte : "Le recours à des produits dont on ne peut avoir la certitude scientifique qu'ils font naître la vérité doit être limité...".

29. Mme MEHTA (Inde) se déclare hostile à l'insertion du mot "inusités", car ce qui est inusité n'est pas nécessairement un mal en soi. Elle se prononce également contre l'amendement de l'Egypte et préfère le texte qui a été arrêté par la Commission à sa cinquième session.

30. M. HOARE (Royaume-Uni) craint que la nouvelle rédaction que propose le représentant de l'Egypte n'introduise dans le texte une limitation qui pourrait s'avérer dangereuse à l'avenir : en effet, dès qu'il serait scientifiquement établi qu'une drogue serait de nature à faire naître la vérité, cette drogue échapperait à l'interdiction que l'amendement égyptien cherche à consacrer, que son emploi soit répréhensible ou non. Il semble préférable de s'en tenir à un texte général et M. Hoare s'associe à cet égard aux observations formulées par la représentante de l'Inde.

31. M. WHITLAM (Australie) déclare qu'après avoir entendu le représentant du Liban retracer l'historique de l'article 6 ses doutes ont été dissipés : il est maintenant convaincu que le mot "dégradants", dans le contexte de cet article, répond à une notion définie et il est donc disposé à accepter l'article dans sa rédaction primitive.

32. M. MENDEZ (Philippines) fait observer que, dans l'amendement de sa délégation, le mot "inusités" n'est pas en fait destiné à remplacer le mot "inhumains", ainsi que certains représentants semblent l'avoir compris par erreur. La délégation des Philippines a proposé la suppression du mot "inhumain" parce qu'elle estime qu'il fait double emploi avec le mot "cruels", ces deux

notions ne présentant guère de différence à ses yeux.

33. M. RAMADAN (Egypte) annonce que, dans l'espoir de rallier la majorité de la Commission, il renonce au texte qu'il a proposé en faveur de l'insertion, après le mot "torture", des mots "physique et mentale"; la précision apportée par le terme "mentale" répond dans une certaine mesure au but qu'il recherche.

34. La PRESIDENTE met aux voix la première partie de l'amendement des Philippines, tendant à supprimer le mot "inhumains" et à mettre à sa place le mot "inusités".

Par dix voix contre deux, cet amendement est rejeté.

35. M. MALIK (Liban) estime que la dernière suggestion faite par le représentant de l'Egypte est importante et mérite de retenir l'attention de la Commission.

36. M. RAMADAN (Egypte) précise que l'emploi de drogues en vue de provoquer des aveux peut se généraliser et faire partie, à l'avenir, des procédures d'instruction. Or cette pratique est cruelle et dangereuse pour l'intégrité de la personne humaine, ainsi que pour l'administration d'une justice saine et équitable; il croit nécessaire de voir défendre expressément ces pratiques.

37. M. MENDEZ (Philippines) fait observer que la torture peut revêtir d'autres aspects : il voudrait savoir si, de l'avis du représentant de l'Egypte, le terme "mentale" peut s'appliquer également aux formes morale, psychologique et spirituelle que peut prendre la torture d'un être humain.

38. M. RAMADAN (Egypte) répond que ce terme vise indubitablement toutes sortes de contraintes morales. C'est du reste celui qu'emploie David Rousset dans son livre "Le monde concentrationnaire", où il décrit toutes les formes de tortures qui furent infligées à des centaines de milliers de personnes dans les camps de concentration.

39. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, souligne la nécessité d'employer, en ce cas, la formule la plus large : le mot "torture" s'applique sans aucun doute à toutes les formes de torture : en le qualifiant, on en limite la portée.

40. M. HOARE (Royaume-Uni) et M. WHITLAM (Australie) s'associent à l'observation de la représentante des Etats-Unis d'Amérique. Ils ne pourront voter

pour l'amendement de l'Egypte en raison de son caractère limitatif.

41. M. MALIK (Liban) fait observer que la discussion suscitée par l'amendement de l'Egypte a fait ressortir que tous les membres de la Commission sont unanimes à penser que le mot "torture" doit être pris, pour les besoins de l'article 6, dans son acception la plus large. Le représentant de l'Egypte peut donc avoir tous apaisements à ce sujet.

42. M. RAMADAN (Egypte) déclare que, dans ces conditions, il n'insistera pas pour un vote sur son amendement. Il reste bien entendu toutefois que la Commission condamne les pratiques du genre de celles que visait son texte et est d'avis que l'article 6 les interdit implicitement.

43. La PRESIDENTE invite la Commission à se prononcer sur la seconde partie de la proposition de la délégation des Philippines, tendant à ajouter à l'article 6 un deuxième paragraphe ainsi conçu : "Il ne sera pas imposé d'amendes excessives".

44. M. MENDEZ (Philippines) explique que cet amendement vise une certaine forme de torture qu'on pourrait qualifier de "torture financière", qui consiste à imposer à un accusé l'obligation de verser une caution excessive et à le gêner ainsi dans la préparation de sa défense. Cette notion n'est pas incluse dans le mot "torture", tel qu'on vient de le définir.

45. M. KYROU (Grèce) souligne que le terme "excessif" a un sens trop relatif; d'autre part, la proposition des Philippines ne ferait qu'introduire une disposition de détail dans un article dont, à propos de l'amendement de l'Egypte, la Commission a été unanime à reconnaître le caractère de principe général.

46. M. WHITLAM (Australie), Mme MEHTA (Inde) et M. RAMADAN (Egypte), déclarent qu'ils voteront contre cette disposition pour les raisons que vient d'exposer le représentant de la Grèce.

47. M. MALIK (Liban) espère que le représentant des Philippines n'insistera pas sur sa proposition, qui trouverait mieux sa place dans un des articles du projet de pacte relatifs à la procédure judiciaire.

48. M. MENDEZ (Philippines), se conformant à cette suggestion, accepte de retirer son amendement. Il se réserve toutefois le droit de le présenter à

nouveau, probablement au moment où la Commission examinera l'article 9.

49. La PRESIDENTE met aux voix l'article 6 sous la forme où il avait été adopté par la Commission à sa cinquième session (E/1371).

Cet article est adopté à l'unanimité.

Article 7

50. La PRESIDENTE donne lecture de la réponse du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (E/CN.4/359) à la demande d'avis que lui avait adressée la Commission concernant le texte de l'article 7 ainsi que les propositions et amendements y relatifs.

51. Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mme Roosevelt ajoute que sa délégation appuie sans réserve la recommandation du Directeur général de l'OMS tendant à supprimer purement et simplement l'article en question.

52. M. RAMADAN (Egypte), M. LEROY-BEAULIEU (France) et Mme WRIGHT (Danemark) appuient également la recommandation de l'OMS.

53. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que sa délégation ne saurait admettre le point de vue du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, selon lequel les dispositions de l'article 7 seraient superflues du fait qu'elles seraient implicitement contenues dans l'article 6. En effet, si ce dernier article vise la mutilation physique, on ne voit pas la raison pour laquelle l'OMS parle des difficultés qu'il y a à formuler un article qui interdirait les abus en ce domaine.

54. La délégation yougoslave estime, pour sa part, que l'article 7 est d'une grande importance. Il ne suffit pas toutefois de faire dépendre la mutilation physique du seul consentement de l'intéressé; il faut également stipuler qu'aucune mutilation ne pourra être effectuée sans l'approbation préalable d'une haute institution médicale, ainsi que le propose l'amendement yougoslave. Cet amendement tend à empêcher des personnes peu scrupuleuses d'exploiter la misère d'autrui afin d'obtenir leur consentement pour une mutilation physique, contre une rémunération quelconque en espèce ou en nature. M. Jevremovic cite le cas d'un commerçant riche et âgé qui, profitant de l'extrême indigence d'un jeune homme, réussit à obtenir son consentement pour une grave opération qui lui occasionna une mutilation permanente. Cette opération fut effectuée par un médecin peu scrupuleux qui fut largement rétribué pour ses services. La Commission doit veiller à ce que des cas semblables, qui ne sont malheureusement pas

isolés, ne se reproduisent plus à l'avenir.

55. M. MALIK (Liban) rappelle que l'article 7 est dû à l'initiative du représentant de la France, M. Cassin, qui, au cours de la cinquième session, a démontré l'intérêt qu'il y aurait à introduire dans le pacte une disposition interdisant les mutilations physiques afin d'empêcher le retour des abus et des atrocités commis en Allemagne pendant la guerre. En raison des difficultés du problème, la Commission a décidé de demander l'avis des experts de l'OMS. Ceux-ci n'ont pu malheureusement trouver une solution au problème et recommandent la suppression pure et simple de l'article en question.

56. Tout en n'ignorant pas les difficultés qu'aurait la Commission, dont les membres ne sont pas des experts, à se mettre d'accord sur un texte satisfaisant, M. Malik voudrait néanmoins que le vote sur cet article soit différé dans l'espoir qu'une solution pourra être trouvée dans l'intervalle à une question qui s'est posée avec une acuité toute particulière dans un passé encore récent.

57. La PRESIDENTE, tout en n'ayant aucune objection à faire contre le renvoi du vote, se permet de faire ressortir le danger qu'il y aurait à généraliser une telle procédure.

58. M. KYROU (Grèce) rappelle qu'au cours de la séance précédente la Commission a décidé que ses membres auraient la possibilité de présenter des suggestions au cours de la deuxième lecture du projet de pacte. Il se demande si, dans ces conditions, le représentant du Liban ne consentirait pas à ce que le vote ait lieu, quitte à revenir sur la question en deuxième lecture.

59. M. MALIK (Liban) répond qu'il accepterait volontiers cette suggestion si la majorité des deux tiers n'était pas requise pour l'examen de toute question qui a déjà fait l'objet d'un vote.

60. M. HUMPHREY (Secrétariat) précise que le nouveau règlement intérieur de la Commission est muet sur la procédure relative à un nouvel examen des décisions prises. C'est là une des raisons pour lesquelles la Commission a décidé la veille de permettre la présentation de nouvelles propositions en deuxième lecture.

61. M. MALIK (Liban) déclare qu'il n'insiste pas sur le renvoi du vote s'il est entendu que la règle de la majorité des deux tiers ne s'appliquera pas.

62. La PRESIDENTE doute que la décision de la Commission puisse s'interpréter comme donnant à ses membres la faculté de revenir sur les questions qui ont déjà fait l'objet d'un vote quant au fond.

63. M. KYRCU (Grèce) rappelle qu'en dépit du règlement intérieur de l'Assemblée générale qui exige la majorité des deux tiers pour un nouvel examen de toute décision déjà prise, il est d'usage à la Cinquième Commission d'apporter des modifications au budget en deuxième lecture sans appliquer cette règle.

64. La PRESIDENTE ne voit pas l'utilité qu'il y aurait à voter immédiatement sur une question qu'un des membres de la Commission considère comme étant d'une importance toute particulière et qu'il entend soulever à nouveau.

65. M. HOARE (Royaume-Uni) estime qu'un vote immédiat aurait l'avantage de faire connaître l'opinion générale de la Commission.

66. M. MENDEZ (Philippines) déclare que, tout en étant vigoureusement hostile à toute disposition tendant à permettre la mutilation physique, de quelque nature qu'elle soit, même avec le consentement de l'intéressé, la délégation des Philippines estime qu'il conviendrait de conserver le reste de l'article 7 en prévision de l'époque où le caractère légal des expériences médicales sera reconnu.

67. M. WHITLAM (Australie) est également partisan d'un vote immédiat qui ferait connaître, ne serait-ce qu'à titre provisoire, l'avis général de la Commission en la matière.

68. M. RAMADAN (Egypte) déclare que, de l'avis de sa délégation, toute atteinte à l'intégrité de la personne humaine constitue une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme et doit être strictement interdite. D'autre part, le représentant de l'Egypte estime que, si l'on procédait à un premier vote sur l'article 7, ce vote ne manquerait pas de créer un courant d'opinion qui influerait sur le deuxième vote.

La séance est levée à 13 heures.